

ANNEXES

classement antéchronologique

[Annexe 1](#) : 21/12/2020, avis du commissaire enquêteur sur l'élaboration du PLU

[Annexe 2](#) : 18/11/2020, contribution du ministère des Armées à l'enquête publique sur l'élaboration du PLU

[Annexe 3](#) : 22/09/2020, avis de l'Etat sur le projet arrêté de révision du PLU

[Annexe 4](#) : 17/09/2020, arrêté soumettant le projet de PLU à enquête publique

[Annexe 5](#) : 12/03/2019, régime extérieur en vigueur du champ de tir

[Annexe 6](#) : 20/03/2017, convention devenue caduque d'utilisation du chemin menant au champ de tir

[Annexe 7](#) : 12/10/2015, courrier du Maire au propriétaire du chemin pour un échange de parcelles permettant de pérenniser l'accès au champ de tir

[Annexe 8](#) : 22/01/2003, délibération du Conseil municipal pour le déclassement du chemin communal « la Fajo »

[Annexe 9](#) : 22/01/2003, délibération du Conseil municipal pour l'acquisition du chemin d'accès

[Annexe 10](#) : 18/12/2002, avis du commissaire enquêteur sur l'intégration du chemin dans la voirie communale

[Annexe 11](#) : 07/02/2001, délibération du Conseil municipal adoptant l'acquisition du chemin d'accès

[Annexe 12](#) : 22/01/2001, courrier du commandant de la zone de défense acceptant de participer à l'entretien du chemin dans le cas d'une acquisition par la commune

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de St Félix de Rieutord
Dossier n° : E20000061/31

Enquête publique

Arrêté N° 35 - 2020 de Monsieur le Maire de St Félix de Rieutord
Du 17 septembre 2020
De mise à l'enquête publique du Plan Local d'Urbanisme

Avis du commissaire enquêteur

Commune de St Félix de Rieutort

Enquête publique du plan local d'urbanisme

Durée de l'enquête du 19 octobre 2020 au 20 novembre 2020

AVIS FAVORABLE SANS RESERVES

Commissaire enquêteur : Monsieur Robert Claraco

Période suivant la clôture de l'enquête publique

Le commissaire enquêteur a clôturé le registre et a fait retirer l'affichage le 20 novembre 2020 au terme du temps prescrit.

Il a établi son bilan et rédigé le Procès-verbal des observations reprenant les événements de la période d'enquête.

Etat des observations recueillies

Nature de réception des observations	Nombre d'observations	Pièces annexées au registre
Courriels et courriers	1	Dossier Défense Nationale
Registre : Observations et pièces associées	7	4 pièces annexées dossier Défense Nationale inclus

Observations et contributions reçues hors délai	1
---	---

Le commissaire enquêteur après avoir pris connaissance des diverses positions des Autorités Territoriales et des organismes concernés, note que :

Le dossier proposé à la disposition du public a répondu en toute clarté aux demandes du public et à permis au commissaire enquêteur d'intervenir par ses explications en toute clarté.

Il a ainsi pu renforcer l'information des personnes concernées de sorte que le commissaire enquêteur a pu retranscrire fidèlement les questions dans le PV des observations.

Le commissaire enquêteur a reçu et pris en compte les réponses au PV des observations émises par la Mairie de Saint Félix de Rieutord.

Le commissaire enquêteur a pu constater :

1. La disponibilité et la réactivité de la Mairie pour apporter des éclaircissements en prenant en compte toutes les remarques formulées
2. La clarté parfaite de l'information

Traitement des observations

En possession de tous les éléments répertoriés, le commissaire enquêteur a pu fournir ses commentaires pour chaque observation du public et les porter dans ses commentaires du rapport.



ETAT-MAJOR
DE ZONE DE DEFENSE
DE MARSEILLE

DIVISION
Soutien Prévention

BUREAU
Stationnement infrastructure



MINISTÈRE
DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

Marseille, le 18 novembre 2020

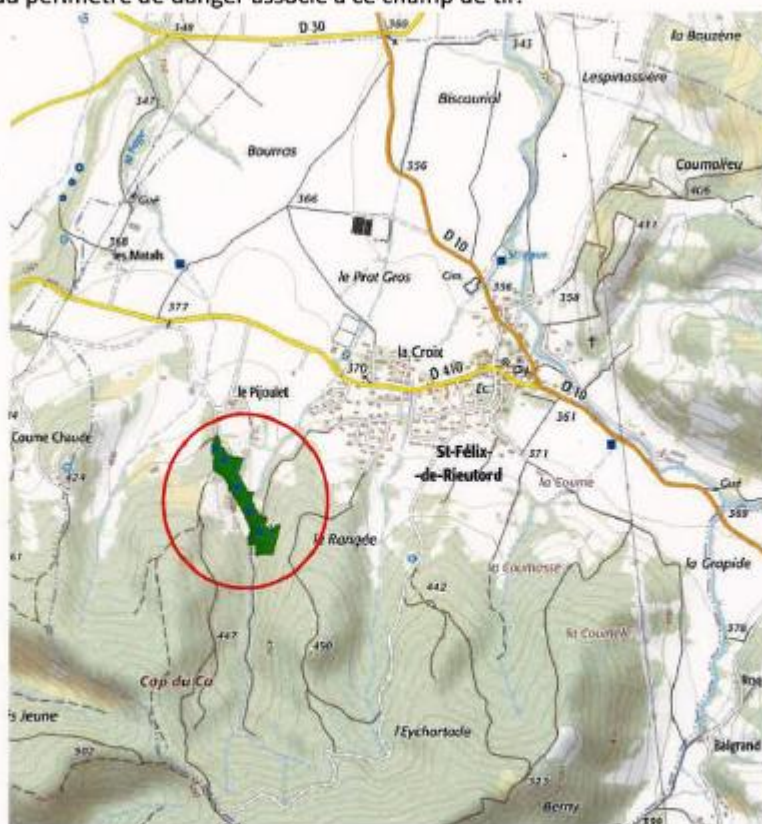
N° /ARM/EMZD MRS/DSP/BSI/NP

~~3816~~

Contribution du ministère des armées à :

L'ENQUETE PUBLIQUE du 19 octobre au 20 novembre 2020
relative à l'élaboration du Plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune de
Saint-Félix-de-Rieutord (09)

Le territoire de la commune de Saint-Félix-de-Rieutord est concerné au premier plan par le champ de tir
et la servitude du périmètre de danger associé à ce champ de tir.



Enquête publique projet PLU de St-Félix-de-Rieutord (09) /MINARM

1/9

18/11/20

A ce titre, le ministère des armées a contribué avec plusieurs courriers du commandant de zone de défense en tant que représentant unique de l'Etat-Défense en matière d'urbanisme. Ces courriers (ci-joints) ont été adressés à la Direction Départementale des Territoires (DDT) et la Préfète de l'Ariège en mars et novembre 2019, en qualité de personne publique associée dans le cadre de la procédure d'élaboration de ce PLU.

Dans le dernier courrier de novembre 2019, le ministère des armées fait état de l'enjeu majeur de champ de tir dans la préparation opérationnelle pour la politique nationale de défense.

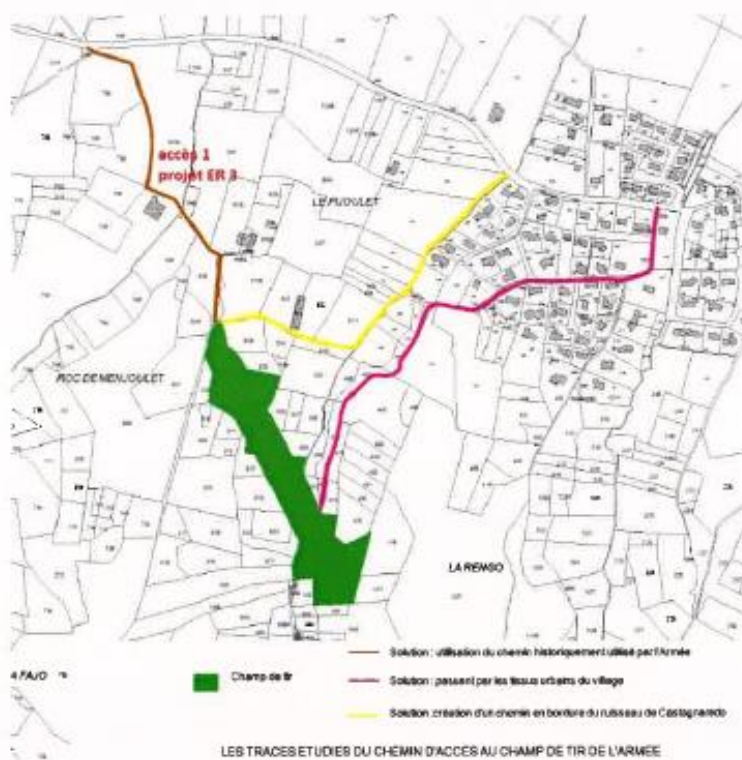
Pour mémoire, dans ces courriers, il est rappelé l'objectif de pérenniser cette installation nécessaire au 1^{er} RCP de Pamiers et au forces de police et de gendarmerie locales. Le régime d'utilisation du champ de tir a été validé le 12 mars 2019 pour 15 ans.

Concernant la pérennisation d'accessibilité de l'emprise militaire, les armées affirment leur préférence pour la solution de l'accès n°1 à partir de la RD410. Il a l'avantage d'être le plus court et de ne pas être en tissu urbain. Il est le plus simple de mise en œuvre, il évite les travaux d'aménagement et a un impact réduit sur le territoire.

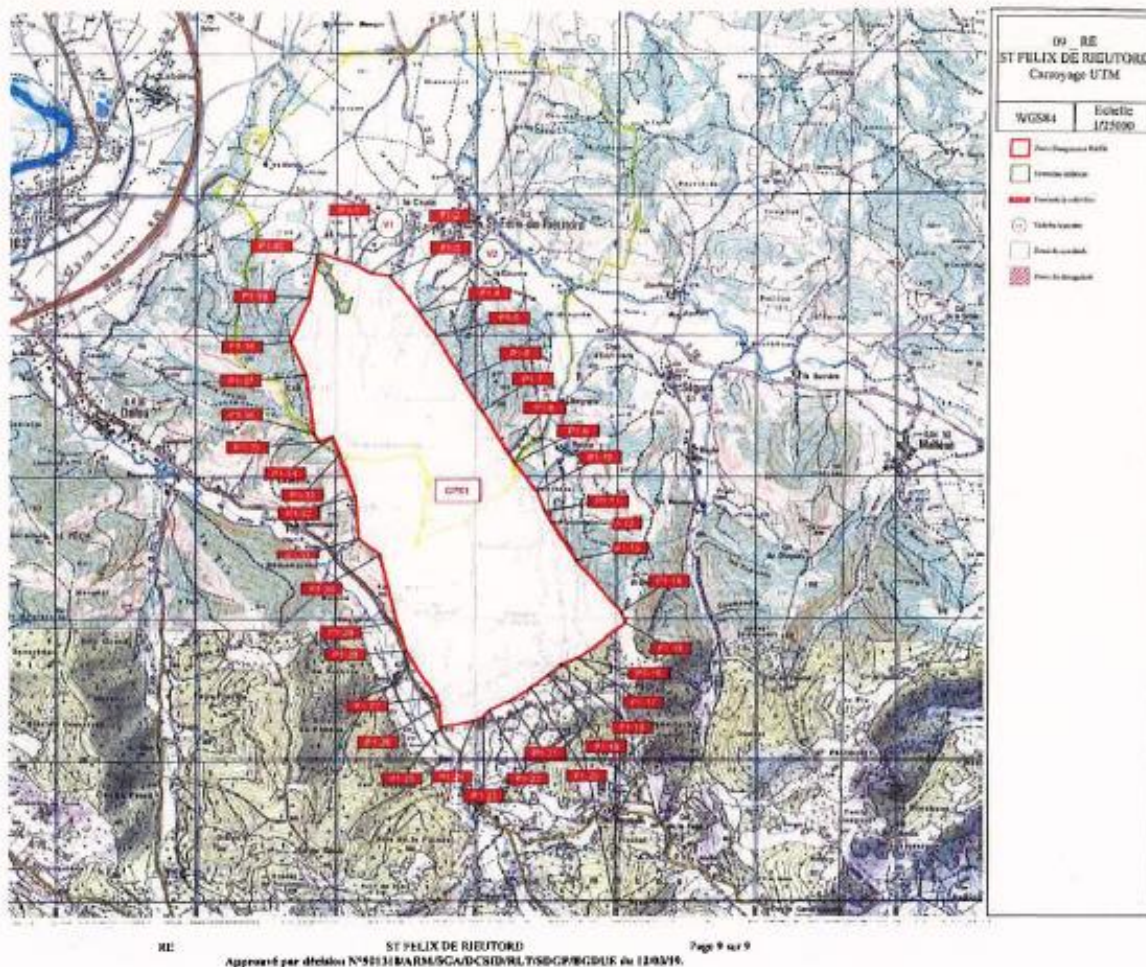
Le renouvellement de la convention de passages réguliers sur un domaine privé est l'option à privilégier en proposant si besoin des mesures nouvelles de circulation et/ou des aménagements pour sécuriser le passage. A défaut d'un accord, il est nécessaire d'anticiper et de créer un emplacement réservé le long de ce chemin pour le futur plan local d'urbanisme (PLU) afin de permettre des acquisitions foncières.

Dans le cadre de cette enquête publique, le ministère des armées prend acte que le projet de PLU inscrit un emplacement réservé (ER3) au bénéfice de l'Etat-Armée sur l'accès n°1 d'un linéaire de 520 mètres et d'une largeur de 3 mètres.

En attendant, pour assurer la continuité de l'activité du champ de tir, le ministère des armées sollicite l'accord du maire pour obtenir une mesure dérogatoire à la restriction de circulation décrétée par la Mairie sur l'accès n°2, autorisant le passage tant que la solution définitive n'est pas mise en œuvre



Le Régime extérieur qui définit le gabarit de sécurité sous forme d'une servitude (AR6) a été renouvelé le 12 mars 2019.



En complément de la carte figurant au paragraphe 3.4.2 risques technologiques du projet de PLU, le **ministère des armées demande de :**

A/ ajouter la carte du régime extérieur ainsi que les périodes hebdomadaires de tir dans l'annexe des servitudes d'utilité publique pour renforcer l'accès à l'information aux personnes qui consultent le PLU,

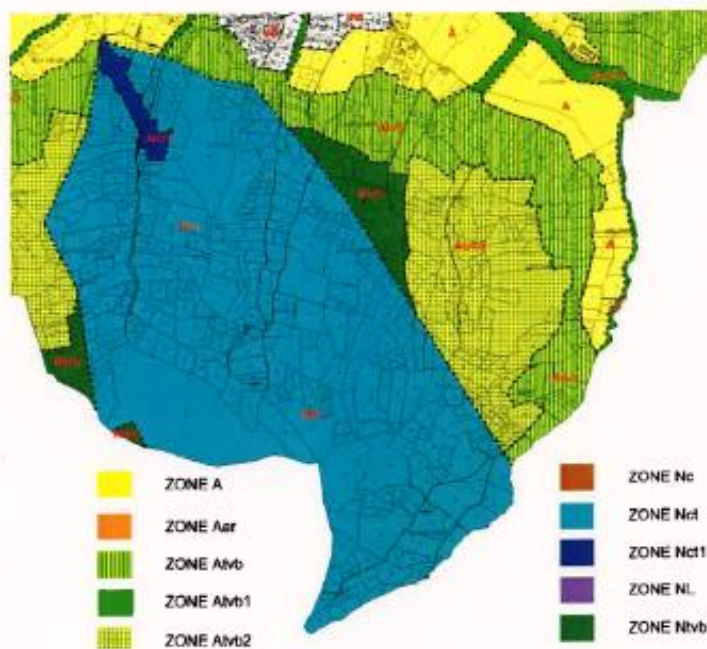
B/ mettre à jour le service responsable de cette servitude AR6 : ESID de Lyon – Quartier Général Frère - 22 AVENUE LECLERC - BP 41- 69998 LYON – 04-37-27-29-27.

Concernant les projets de zonages du PLU:

- Les terrains du champ de tir sont en zonage Nct1, milieu naturel spécifique militaire
- Les terrains concernés par la zone de danger de la servitude AR6 sont en zonage Nct, milieu naturel

Les destinations des constructions soumises à conditions particulières dans la zone N sont les suivantes
secteur Nct1 :

- Toute construction ou installation liée à l'exercice du champ de tir destinée à la protection des usagers et/ou des riverains (mur de protection, mur anti-bruit...), avec une hauteur maximale de 3 mètres
- Tout affouillement ou exhaussement du sol lié à l'exercice du champ de tir,



De manière générale, la politique du ministère des armées en matière d'urbanisme est l'homogénéisation de la dénomination des zonages sur les emprises attribuées au ministre des armées : Um (urbain militaire), Nm (naturel militaire), Am (agricoles militaire). Cette directive est appliquée systématiquement à l'ensemble des PLU(i) du territoire national.

Aussi le ministère des armées demande de :

C/ renommer les zonages Nct1 en Nm pour rappeler la destination militaire de ce secteur.

18 NOV. 2020

Le colonel Cyrille YOUTCHENKO
chef de l'état-major de zone de défense
de Marseille



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service aménagement urbanisme et habitat

Affaire suivie par Claudine GUISSSET et Sonia PERSCHKE

Tél : 05 61 02 47 52 – 05 61 02 47 05

Courriel : claudine.guisset@ariefge.gouv.fr – sonia.perschke@ariefge.gouv.fr

Foix, le 22 SEP. 2020

La préfète de l'Ariège

à

Monsieur le maire de Saint-Félix-de-Rieutord

2, place de la mairie
09120 Saint-Félix de Rieutord

Objet : avis de l'État sur le projet arrêté de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Félix de Rieutord

P.J. : avis de l'ARS en date du 09/06/2020

Par délibération en date du 24 février 2020, la commune de Saint-Félix-de-Rieutord a procédé à un nouvel arrêt concernant le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme qui a été transmis à mes services le 28 mai 2020, en application de l'article L 153-16 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire, une nouvelle échéance du délai de consultation des services de l'État a été établie au 24/09/2020.

La présentation de votre nouveau dossier intègre, d'une part, la demande du Ministère des armées de maintenir l'accès au champ de tirs sur l'emprise actuelle et, d'autre part, la prise en compte des avis émis par les personnes publiques associées suite au dépôt du premier arrêt.

L'analyse de ce dossier me conduit à vous faire part des considérations qui suivent :

1) L'emplacement réservé n°3 institué au bénéfice de l'État-armée en vue d'accéder au champ de tir :

Les caractéristiques dimensionnelles de cet emplacement réservé sont à adapter en tenant compte des éléments correspondant définis par les services des armées qui ont vous été transmis par e-mail de la direction départementale des territoires (DDT) le 3 mars 2020. Il vous appartient de modifier sur le règlement graphique, en légende de la liste des emplacements réservés, les caractéristiques de l'emplacement réservé n°3, en prévoyant une largeur de 5 mètres et en adaptant la surface correspondante.

Sur le règlement graphique, il est souhaitable que le périmètre de l'espace boisé classé (EBC) soit scindé en deux de manière à soustraire de l'EBC la partie de la voie d'accès au champ de tirs.

10 rue des Salenques – BP 10102 - 09007 FOIX CEDEX
Téléphone : 05 61 02 47 00 / mél : ddt@ariefge.gouv.fr

Site internet : www.ariefge.gouv.fr

2) Observations :

Les remarques émises par l'agence régionale de santé en date du 9 juin 2020 (avis joint) devront être prises en compte dans le PLU.

Le dossier présenté intègre la carte des aléas en annexes, il vous est demandé de bien vouloir la remplacer par le zonage réglementaire du plan de prévention des risques naturels approuvé en date du 20/12/2018.

Également, dans le règlement écrit des zones A et N, les tableaux des destinations des constructions, usages et natures d'activité, respectivement les articles A1 et N1, doivent faire l'objet de corrections. Les sous-destinations pour lesquelles les constructions sont autorisées « sous conditions » ne doivent pas être mentionnées comme interdites.

En conséquence, j'émet un avis favorable au projet de PLU arrêté assorti des observations susmentionnées.



Chantal MAUCHET

DEPARTEMENT DE L'ARIEGE
COMMUNE DE SAINT FELIX DE RIEUTORT
EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

N° 35 / 2020

Arrêté soumettant le projet de PLU à enquête publique

Le Maire de la Commune de Saint Félix de Rieutort,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-19 et R 153-8 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 123-1 à L 123-19 et R 123-1 à R 123-27 ;

Vu le schéma de cohérence territoriale du Scot de la Vallée de l'Ariège approuvé le 10 mars 2015 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 02 février 2015 prescrivant la révision du PLU, fixant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de la concertation ;

Vu le débat au sein du conseil municipal en date du 19 mars 2018 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 24 février 2020 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU ;

Vu les avis de l'Etat et des personnes publiques associées ou consultées conformément aux articles L 153-6 à L 153-18 du code de l'urbanisme ;

Vu l'avis de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers du 27 août 2020 ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale portant sur le projet de PLU en date du 05 novembre 2018 ;

Vu l'ordonnance en date du 03 août 2020 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse désignant le commissaire enquêteur ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il sera ouvert une enquête publique du lundi 19 octobre 2020 à 9h00 au vendredi 20 novembre 2020 à 16h00, soit 33 jours consécutifs portant sur le projet de révision du plan local d'urbanisme arrêté de la commune de Saint Félix de Rieutort.

Cette révision a pour objectif : Plan Local d'Urbanisme

ARTICLE 2 : La personne responsable de révision du PLU est la commune de Saint Félix de Rieutort, représentée par son maire, Monsieur Daniel BESNARD, dont le siège administratif est situé à la mairie de Saint Félix de Rieutort, 2 place de la mairie 09120 Saint Félix de Rieutort.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

009-210502881-20200917-20200917001-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet: 17/09/2020

ARTICLE 3 : Monsieur Robert CLARACO, directeur d'un bureau d'études, domicilié avenue de la Gare, Les Cabanes 09310, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 4 : Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique sera déposé en mairie de Saint Félix de Rieutort où le public pourra en prendre connaissance pendant les heures habituelles d'ouverture :

- Lundi et mardi de 9h00 à 12h00 / de 14h00 à 18h00
- Mercredi de 8h00 à 12h00
- Jeudi de 8h30 à 12h30
- Vendredi de 8h30 à 12h00 / de 13h30 à 16h00

Il sera également disponible à l'adresse suivante : <http://www.scot-vallee-ariege.fr/>

Dès la publication du présent arrêté, toute personne pourra, sur sa demande adressée au maire et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique.

ARTICLE 5 : Le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions :

- ✓ Sur le registre papier ouvert à cet effet, à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire enquêteur qui sera tenu à la disposition du public en mairie de Saint Félix de Rieutort pendant la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, à savoir :
 - Lundi et mardi de 9h00 à 12h00 / de 14h00 à 18h00
 - Mercredi de 8h00 à 12h00
 - Jeudi de 8h30 à 12h30
 - Vendredi de 8h30 à 12h00 / de 13h30 à 16h00
- ✓ Par courrier postal avant le 20 novembre 2020 à 16h00 à l'attention de monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête, mairie de Saint Félix de Rieutort, 2 place de la mairie 09120 Saint Félix de Rieutort.
- ✓ Par courriel à l'adresse suivante : mairie.stfelixrieutord@wanadoo.fr avant le 20 novembre 2020 à 16h00.

Ces observations, propositions et contre-propositions seront tenues dans les meilleurs délais à la disposition du public au siège de l'enquête, pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 6 : Monsieur le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public aux lieux, dates et horaires suivants :

- Le lundi 19 octobre 2020 de 9h00 à 12h00 ;
- Le samedi 31 octobre 2020 de 10h00 à 12h00 ;
- Le vendredi 20 novembre 2020 de 14h00 à 16h00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

009-210902581-20200917-20200917001-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/09/2020

ARTICLE 7 : Le dossier soumis à l'enquête publique comprend :

- Le projet de PLU arrêté (rapport de présentation)
- Les avis émis sur le projet de PLU, notamment l'avis de l'autorité environnementale et l'avis de la CDPENAF,
- Le bilan de la concertation,
- Projet d'aménagement et de développement durable,
- Orientations d'aménagement et de programmation,
- Le règlement (partie graphique et partie écrite),
- Les annexes sanitaires (eau potable, assainissement et élimination des déchets),
- Les servitudes d'utilité publique,
- Prévention des risques naturels (plan de prévention des risques naturels et règlement écrit),
- Plan des périmètres particuliers (ZNIEFF de type 1 et ZNIEFF de type 2),
- Cahier de recommandations concernant l'architecture bioclimatique,
- Arrêté préfectoral relatif à la lutte contre les moustiques potentiellement porteurs de maladies,
- Arrêté préfectoral relatif à la lutte contre les ambrosies.

ARTICLE 8 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le maire et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le maire disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinant les observations recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet de PLU.

Il transmettra au maire l'exemplaire du dossier de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées, dans un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête.

ARTICLE 9 : Le commissaire enquêteur transmettra une copie de son rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Toulouse.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, à la mairie de Saint Félix de Rieutort et à la préfecture pendant un an à compter de la clôture de l'enquête conformément à l'article R 123-21 du code de l'environnement.

A cet effet, le maire adresse une copie du dossier au préfet pour assurer cette mise à disposition au public.

ARTICLE 10 : A l'issue de l'enquête publique, le conseil municipal approuvera le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique.

ARTICLE 11 : Cet arrêté fera l'objet des mesures de publication réglementaires.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture et les modalités d'organisation de l'enquête sera affiché en mairie 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de l'enquête.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

009-210902681-20200917-20200917001-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/09/2020

Un avis sera également porté à la connaissance du public, dans les journaux locaux diffusés dans le département, La Gazette Ariégeoise et La Dépêche du Midi, 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les mêmes journaux dans les 8 premiers jours de l'enquête.

Cet avis d'enquête sera affiché 15 jours au moins avant l'ouverture et durant toute la durée de l'enquête pour être lisible des voies publiques dans les différents quartiers de la commune.

Une copie des avis publiés par la presse sera annexée au dossier d'enquête avant l'ouverture en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion ainsi que des photographies des affiches.

ARTICLE 12 : Une copie du présent arrêté sera adressée :

- A Madame la Préfète de l'Ariège ;
- Au commissaire enquêteur

Fait à Saint Félix de Rieutort, le 17 septembre 2020

Le Maire,
Daniel BESNARD



Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
009-210902581-20200917-20200917001-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2020



CENTRE D'EXPERTISE DES TECHNIQUES DE L'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE
DEPARTEMENT D'EXPERTISE DES CHAMPS ET STANDS DE TIR



REGIME EXTERIEUR

De ST FELIX DE RIEUTORD (09)

Approuvé par décision :

N°501318/ARM/SGA/DCSID/RLT/SDGP/BGDUE du 12/03/19

Annexe :

1 - Extrait de cartes

Annule et remplace tous les documents antérieurs

I – EPOQUES, JOURS ET HORAIRES DES TIRS

11) Epoques

- Les tirs sont autorisés toute l'année.

12) Jours

- Les tirs sont autorisés les lundis, mardis, jeudis et vendredis à l'exception des jours fériés.

13) Horaires

- les tirs sont autorisés de 6h00 à 12h00, de 13h00 à 18h00 et de 20h00 à 24h00.

II – LIMITES DES ZONES DANGEREUSES ET DES RECEPTACLES

21) Activation de la zone dangereuse

- L'utilisation d'un champ de tir entraîne systématiquement l'activation de la zone dangereuse du RE.

22) Tracés sur la carte jointe en annexe

- Les limites de la zone dangereuse du RE sont reportées par un trait épais rouge sur la carte jointe en annexe 1.

23) Matérialisation sur le terrain

- La ZDR dangereuse est matérialisée sur le terrain par 40 pancartes à volet fixe.
- Les emplacements des pancartes sont reportés sur la carte jointe en annexe 1 et sont répertoriés dans le tableau ci-dessous :

Zone dangereuse réelle des complexes		
N° de pancarte	Coordonnées métriques	
P1-1	X = 391104	Y = 4766506
P1-2	X = 391232	Y = 4766444
P1-3	X = 391372	Y = 4766420
P1-4	X = 391592	Y = 4766163
P1-5	X = 391710	Y = 4766001
P1-6	X = 391899	Y = 4765690
P1-7	X = 392041	Y = 4765467
P1-8	X = 392233	Y = 4765161
P1-9	X = 392272	Y = 4765099
P1-10	X = 392427	Y = 4764904
P1-11	X = 392488	Y = 4764762
P1-12	X = 392537	Y = 4764679
P1-13	X = 392708	Y = 4764411
P1-14	X = 393042	Y = 4764041
P1-15	X = 393065	Y = 4763970
P1-16	X = 392727	Y = 4763711
P1-17	X = 392719	Y = 4763714
P1-18	X = 392613	Y = 4763662
P1-19	X = 392518	Y = 4763600
P1-20	X = 392394	Y = 4763507
P1-21	X = 392246	Y = 4763416
P1-22	X = 392104	Y = 4763344
P1-23	X = 392052	Y = 4763297
P1-24	X = 391992	Y = 4763271
P1-25	X = 391754	Y = 4763226
P1-26	X = 391740	Y = 4763376
P1-27	X = 391717	Y = 4763443

RE

ST FELIX DE RIEUTORD

Page 3 sur 9

Approuvé par décision N°501318/ARM/SGA/DCSID/RLT/SDGP/BGDUE du 12/03/19.

N° de pancarte	Coordonnées métriques	
P1-28	X = 391500	Y = 4763766
P1-29	X = 391434	Y = 4763980
P1-30	X = 391310	Y = 4764450
P1-31	X = 391161	Y = 4764567
P1-32	X = 391135	Y = 4764870
P1-33	X = 391029	Y = 4765166
P1-34	X = 390972	Y = 4765286
P1-35	X = 390884	Y = 4765247
P1-36	X = 390847	Y = 4765311
P1-37	X = 390786	Y = 4765720
P1-38	X = 390673	Y = 4765954
P1-39	X = 390817	Y = 4766266
P1-40	X = 390863	Y = 4766570

- Ces pancartes permanentes à volet fixe mentionnent :



- Afin d'améliorer les moyens d'interdiction d'accès à la zone dangereuse, des pancartes et des barrières supplémentaires non numérotées seront ajoutées autant que besoin par l'officier tir de la garnison en liaison avec le responsable SID local.

24) Engins non explosés

- Une zone, sur laquelle subsistent après des tirs des engins non explosés, est balisée par des pancartes mentionnant :



- Un jeu de plusieurs dizaines de ces pancartes spécifiques doit être stocké et mis en place par l'officier de tir autour de la zone dangereuse théorique dès qu'une munition explosive n'a pas fonctionné et n'a pas été retrouvée sur le terrain. Ces pancartes restent en place et la zone dangereuse théorique interdite à toute personne tant que la munition n'a pas été détruite.

RE

ST FELIX DE RIEUTORD

Page 4 sur 9

Approuvé par décision N°501318/ARM/SGA/DCSID/RLT/SDGP/BGDUE du 12/03/19.

III – MESURES SPECIALES

31) Vedettes, déviations et guets

- 30 minutes avant le début de la séance de tir, les vedettes sont mises en place. Les emplacements des vedettes sont reportés sur la carte jointe en annexe 1 et sont répertoriées dans le tableau ci-dessous :

Tableau des vedettes		
N° de vedette	Coordonnées métriques	
V1-1	X = 391187	Y = 4766608
V1-2	X = 391592	Y = 4766163

32) Fanions

- L'activation du champ de tir est signalée par un fanion rouge hissé en haut d'un mât implanté à proximité de l'entrée du champ de tir, soit en 0390890/4766510.
- De nuit, ce fanion est remplacé par un dispositif lumineux.

33) Annonce de début et de fin de tir

- Par téléphone ou par radio au bureau sécurité tir de garnison.
- Le début et la fin des tirs sont annoncés sur le champ tir par des coups d'avertisseur selon le code sonore suivant :
 - 30 minutes avant le début du premier tir : 3 séries de 3 coups courts ;
 - Dans la minute précédent le premier tir : 3 coups courts ;
 - à la fin du dernier tir : 1 coup long.
- Le directeur de tir doit prendre contact avec l'aéroport de PUJOLS pour annoncer le début et la fin des tirs
- En cas d'arrêt immédiat ou de reprise du tir : par radio ou par téléphone.

IV – ARMES ET MUNITIONS AUTORISEES

41) Armes

- Armes légères d'infanterie ;

42) Munitions

- Munitions réelles ;

V – DIRECTION GENERALE DES TIRS

- Les tirs sont exécutés selon la direction générale suivante : 2706 millièmes.

VI – SECURITE DE LA CIRCULATION AERIENNE

- Le terrain de St Félix de Rieutord est inscrit à l'AIP France.
- Un guet aérien est mis en place de façon à pouvoir rendre compte immédiatement au directeur de tir de la suspicion d'intrusion de tout aéronef dans le volume dangereux, ce qui interrompra immédiatement le tir.
- Le directeur de tir doit être en liaison permanente avec l'aéroport de PUJOLS pour annoncer le début et la fin des tirs.

RE

ST FELIX DE RIEUTORD

Page 5 sur 9

Approuvé par décision N°S01318/ARM/SGA/DCSID/RLT/SDGP/BGDUE du 12/03/19.

VII – PROJECTILES NON ECLATES

71) Mesures prises en vue de la recherche et de la destruction des projectiles non éclatés

- Les munitions dangereuses seront détruites conformément à la réglementation en vigueur.

72) Conduite à tenir par les civils en cas de découverte d'un projectile non éclaté

- Il est formellement interdit de toucher un projectile non éclaté.
- Toute personne trouvant un projectile non éclaté devra signaler immédiatement au bureau sécurité tir du 1^{er} RCP de Pamiers, en indiquant l'emplacement exact de l'engin après l'avoir repéré à l'aide, par exemple, d'une baguette fichée en terre à 1 ou 2 mètres du projectile et surmontée d'un papier ou d'un chiffon.

VIII – PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE

81) Prévention

- Interdiction de faire du feu sur les champs de tir.
- En fonction des conditions météorologiques locales le tir des munitions traçantes peut être interdit par l'officier tir de la garnison.
- Les mesures locales spécifiques de prévention sont mises en place par l'officier tir de la garnison.

82) Intervention

- Le directeur de tir assure la transmission de l'alerte et prend les premières mesures de lutte contre l'incendie.
- Les moyens en personnel et matériel de lutte contre l'incendie ainsi que les modalités d'intervention sont reportés dans les consignes du champ de tir.

IX – DEMANDES D'INDEMNITÉS

91) Pour servitude et privation de jouissance

- Une fois par an, une commission d'évaluation se réunie en présence des maires et des particuliers concernés pour fixer les tarifs d'indemnisation pour privation de jouissance des terrains inexploitable pendant les périodes de tir.

92) Pour dégâts proprement dits

- Les demandes d'indemnités devront être déposées dans les trois jours suivant les tirs ou les manœuvres auprès de l'officier tir du 1^{er} Régiment de Chasseurs Parachutistes (RCP) de Pamiers.
- Cette demande devra être complétée d'un constat de la gendarmerie.

X – PUBLICITÉ RELATIVE A L'EXÉCUTION DES TIRS

101) Affichage permanent

- Le présent régime est affiché en permanence dans les mairies des communes concernées soit :
 - SAINT FELIX DE RIEUTORD
 - SEGURA
 - GUDAS
 - DALOU
- Il est disponible auprès du bureau sécurité du 1^{er} RCP de Pamiers.

RE

ST FELIX DE RIEUTORD

Page 6 sur 9

Approuvé par décision N°501318/ARM/SGA/DCSID/RLT/SDGP/BGDUE du 12/03/19.

102) Avis d'exécution des tirs

- Un programme tir sera adressé aux autorités civiles au minimum huit jours avant les tirs. Ce programme devra indiquer les jours et les horaires des tirs à venir.
- Pour tous renseignements concernant les zones activées, s'adresser à l'officier tir du 1^{er} RCP de Pamiers.

XI – AUTORITÉS CIVILES DESTINATAIRES

110) Autorités militaires

- EMZD LYON,
- EMZD MARSEILLE
- CSIT VERSAILLES,
- ESID BORDEAUX,
- COMBDD PAMIERES,
- 1^{er} RCP PAMIERES,
- USID TOULOUSE,
- USID TOULOUSE, antenne PAMIERES,
- GGD de l'Ariège,
- SDIS de l'Ariège.

111) Autorités civiles

- Monsieur le Préfet, Commissaire de la république de l'Ariège.
- Monsieur le Président du Conseil général de l'Ariège.
- Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique de l'Ariège.
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale du Territoire de l'Ariège.
- Monsieur le Directeur de l'Office National des forêts de l'Ariège.
- Monsieur le Maire de SAINT FELIX DE RIEUTORD.
- Monsieur le Maire de SEGURA.
- Monsieur le Maire de GUDAS.
- Monsieur le Maire de DALOU.

RE

ST FELIX DE RIEUTORD

Page 7 sur 9

Approuvé par décision N°501318/ARM/SGA/DCSID/RLT/SDGP/BGDUE du 12/03/19.

CONVENTION D'UTILISATION DU CHEMIN MENANT AU CHAMP DE TIR DE SAINT FELIX DE RIEUTORD

Entre les soussignés

La famille ANDRIEUX,
représentée par Monsieur Raymond ANDRIEUX,
domicilié 1 rue des Eucalyptus à Saint Félix de Rieutord (09120), dénommé Mr ANDRIEUX

et,

Le 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes,
Représenté par le Colonel Olivier VIDAL, Chef de corps du 1^{er} RCP dont le Siège est :
Quartier Capitaine BEAUMONT, 09105 PAMIEUX, dénommé le 1^{er} RCP

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, les militaires du 1^{er} RCP autorisés au port d'arme, sont tenus de pratiquer un entraînement régulier au tir à l'arme individuelle et s'entraînent depuis de nombreuses années sur le champ de tir situé sur la commune de SAINT FELIX DE RIEUTORD.

Monsieur ANDRIEUX, propriétaire d'un chemin privé qui permet l'accès à ce champ de tir, accepte de permettre aux militaires du 1^{er} RCP de l'emprunter pour rejoindre le site de tir aux conditions suivantes :

Article 1 : Mise à disposition

Mr ANDRIEUX, permet aux militaires du 1^{er} RCP d'emprunter le chemin privé dont il est propriétaire situé sur les parcelles cadastrées B786, B789, B838, B839, B841, B1195 pour rejoindre le champ de tir.

Cette mise à disposition est consentie selon le calendrier établi ci-dessous et conformément au régime du champ de tir approuvé par la Décision N°502889 / DEF / SGA / DCSID / RLT / SDGP / BGP / SGAP en date du 16/07/2014.

Article 2 : Conditions d'utilisation des lieux époques, jours et horaires de tir :

Les véhicules militaires ne doivent pas dépasser une vitesse de 30Km/h.

1) Epoques : Les tirs sont autorisés toute l'année.

2) Jours : Les tirs sont autorisés les lundis, mardis, jeudis et vendredis à l'exception des jours fériés.

3) Horaires : Les tirs sont autorisés de 6h00 à 12h00, de 13h00 à 20h00.

Article 3 : Participation à l'entretien

En contrepartie de la mise à disposition du chemin d'accès, le ministère de la Défense s'engage à entretenir à titre gracieux le dit chemin dans le cadre des détériorations de son fait qui seraient dues en particulier aux passages répétés des véhicules militaires.
A cet effet un état des lieux sera effectué initialement puis tous les ans au mois de décembre par le service infrastructure de la Défense en coordination avec monsieur ANDRIEUX.

Article 4 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 3 années, un an commençant à compter 1^{er} janvier 2017.

Elle se renouvellera par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par courrier recommandé avec accusé de réception adressé un mois avant la date prévue pour son renouvellement.

Article 6 : Résiliation anticipée

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des obligations contractuelles après simple mise en demeure restée sans effet.

Fait en triple exemplaires à Pamiers le 07 mars 2017

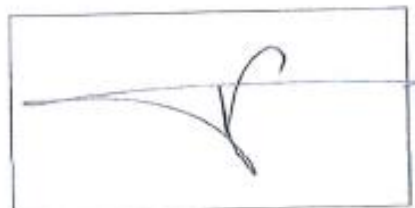
Mr ANDRIEUX,

Signature :



Le 1^{er} RCP,

Signature :





2, place de la Mairie
09120

Monsieur Daniel BESNARD, Maire
Mairie de SAINT FELIX DE RIEUTORT

A

Monsieur ANDRIEUX Raymond
1, rue les Eucalyptus
09120 Saint Félix de Rieutort

Lettre RAR

Saint Félix de Rieutort, le 12/10/2015

Monsieur,

Suite à la réunion de travail du conseil municipal du 5 octobre dernier en présence de Monsieur le député Alain Fauré, le conseil municipal a réaffirmé sa volonté d'assurer la pérennité de l'accès au champ de tir pour le 1^{er} RCP en privilégiant la sécurité des usagers et des riverains, mais également la faisabilité technique et financière de cette opération.

Parmi les solutions envisagées, celle qui nous est apparue la plus simple et la plus facile à mettre en œuvre techniquement, financièrement et dans les meilleurs délais, est le rachat par la commune de la servitude utilisée jusqu'à présent par le ministère de la défense.

Ainsi avant d'envisager toute autre solution nous vous proposons donc de vous positionner sur l'offre suivante :

L'acquisition par la commune des portions de chemins situées sur **les parcelles B 786, 789, 841, 838 et 839** appartenant à Monsieur Raymond Andrieux et **B 1195** appartenant à Monsieur Sébastien Andrieux.

La portion située sur la parcelle B 1195 appartenant à Monsieur Sébastien Andrieux pouvant faire l'objet d'un échange avec la portion du « chemin de la Fajo » comprise entre le ruisseau « de la Castagnaredo » et la parcelle B 839 comme indiqué sur le plan cadastral annexé au présent courrier.

En espérant que cette offre retiendra toute votre attention, et afin d'avancer au plus vite sur le règlement de cette affaire, nous vous fixons la date du 30 novembre 2015 pour nous faire connaître votre position.

L'absence de réponse de votre part le 30 novembre serait considérée comme un refus de cette offre et nous envisagerions alors d'autres solutions d'accès en liaison avec les services de l'état et de la défense nationale.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

Le Maire,
Daniel BESNARD



Tél : 05 61 60 72 20
Fax : 05 61 67 84 98
Email : mairie.stfelixrieutort@wanadoo.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Nombre de membres
En exercice : 11
Présents : 10
Procurations : 1
Vote Pour : 11
Vote Contre : 0
Abstentions : 0

De la Commune de SAINT FELIX DE RIEUTORT

SEANCE DU 22 Janvier 2003

Date de Convocation :
13.01.2003

L'An Deux Mille Trois
et le vingt deux Janvier à 21 heures 00

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Mr Serge GAY (Maire).

Présents: Mmes - BENOIT Danielle - LAFFONT Joëlle,
Mrs BABY Eric - DERRAMOND Christian - MASSAT Patrick -
RIVIERE Gérard - COSTA José - ANDRIEUX Guy.

Procuration: TANIÈRE Agnès à BABY Eric.

Objet: Déclassement du Chemin Communal "LA FAJO".

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles il a conduit l'instruction du déclassement du chemin de la "Fajo" et fait procéder à une enquête publique par Mr LEMITRE David, Agent DDE, Commissaire Enquêteur désigné par arrêté en date du 11.10.2002. Connaissance étant prise des diverses pièces du dossier et lecture étant faite des conclusions du Commissaire Enquêteur, Considérant qu'il a satisfait à toutes les formalités requises par la Loi.

Le Conseil Municipal,

- Emet un avis favorable à ce projet et prononce le déclassement et l'abandon d'une partie du chemin de la "Fajo" comme référencé sur l'esquisse ci-jointe établie par le Cabinet LEFEVRE, en date du 7.05.2001, au profit de Mr ANDRIEUX Sébastien 4 a 73 et au profit de Mr COSTES Jean-Louis 1 a 38.
- Donne pouvoir à Mr le Maire pour signer devant Notaire ces cessions de terrains.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que ci-dessus.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Nombre de membres

En exercice : 11

Présents : 10

Procurations : 1

Vote Pour : 11

Vote Contre : 0

Abstentions : 0

Date de Convocation :

13.01.2003

De la Commune de SAINT FELIX DE RIEUTORT

SEANCE DU 22 Janvier 2003

L'An Deux Mille Trois
et le vingt deux Janvier à 21 heures 00

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Mr Serge GAY (Maire).

Présents: Mmes - BENOIT Danielle - LAFFONT Joëlle,
Mrs BABY Eric - DERRAMOND Christian - MASSAT Patrick -
RIVIERE Gérard - COSTA José - ANDRIFUX Guy.

Procuration: TANIÈRE Agnès à BABY Eric.

Objet: Acquisition du Chemin desservant le champ de Tir. Demande de classement dans la voirie communale.

Monsieur le Maire rappelle la délibération du 7.02.2001, donne lecture du rapport d'enquête établi par Mr LEMITRE David, Commissaire Enquêteur désigné par arrêté du 11.10.2002.
Considérant qu'il a satisfait à toutes les formalités requises par la loi.

Le Conseil Municipal,

- Emet un avis favorable à ce projet
- Donne pouvoir à Mr le Maire pour signer devant notaire l'acte d'acquisition du chemin desservant le Champ de Tir avec les consorts ANDRIEUX.
- Demande le classement du dit chemin dans la voirie communale (Ci-joint esquisse cadastrale établie par le Cabinet LEFEVRE).

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que ci-dessus





GÉOMÈTRE EXPERT FONCIER

S.A.R.L. Cabinet LEFEVRE

Capital Social de 1 480 000 F

70 Boulevard Alsace Lorraine

09100 PAMIEUX

☎ 05 34 01 38 48 Fax: 05 61 67 46 46

DEPARTEMENT DE L'ARIEGE

COMMUNE DE SAINT FELIX
DE RIEUTORT

Section : B

Lieudit :

"Le Village"

Numéro: Domaine Public

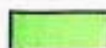
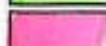
PLAN PARCELLAIRE

Plan établi d'après les documents cadastraux

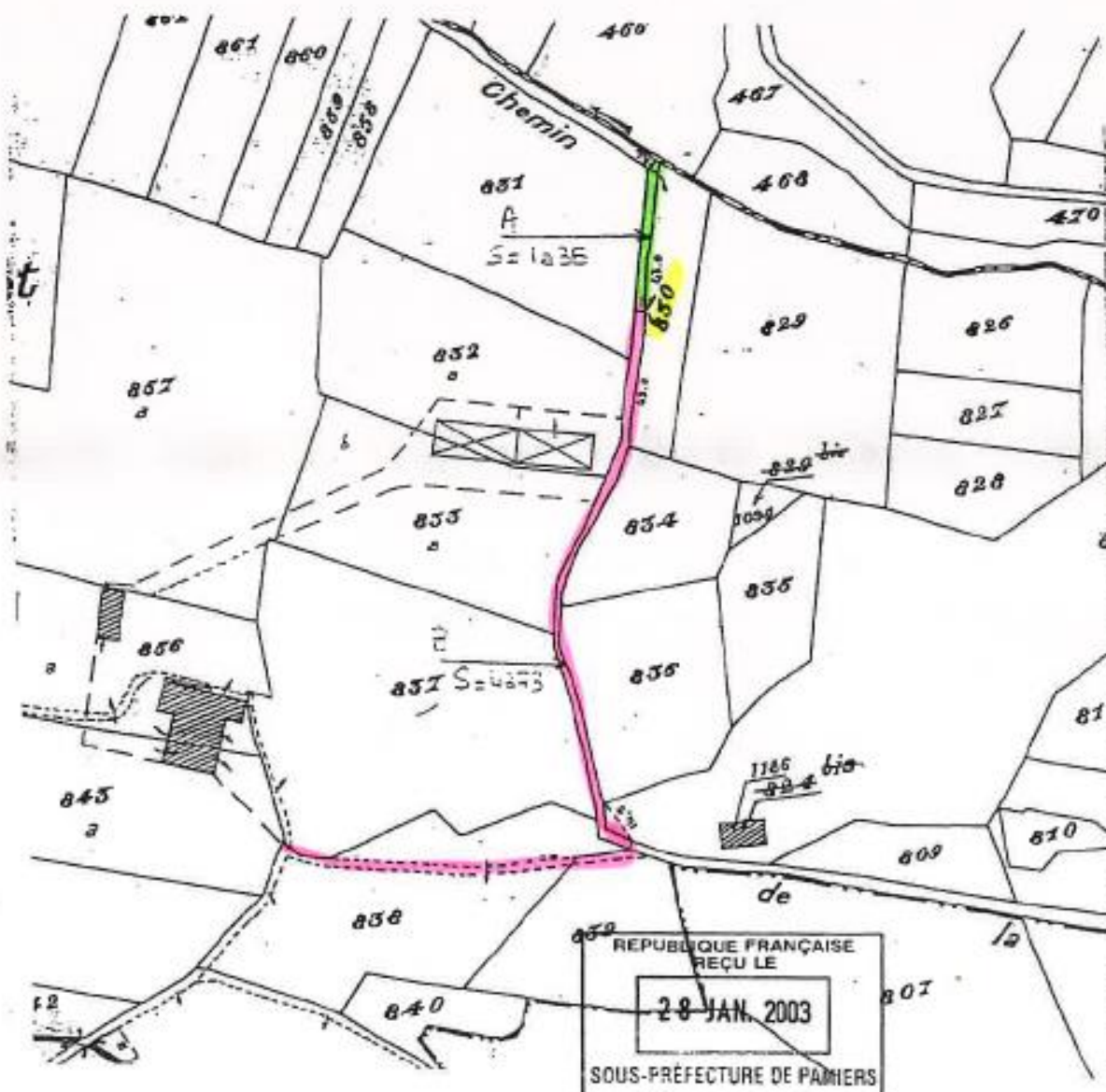
Dossier: 201099

Echelle: 1/2000

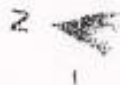
Date: 15/05/2001

	A	S= 1a38	Monsieur COSTE Jean-Louis
	B	S= 4a 73	Monsieur ANDRIEUX Sébastien

*Cession du chemin communal
de la "Fajo"*



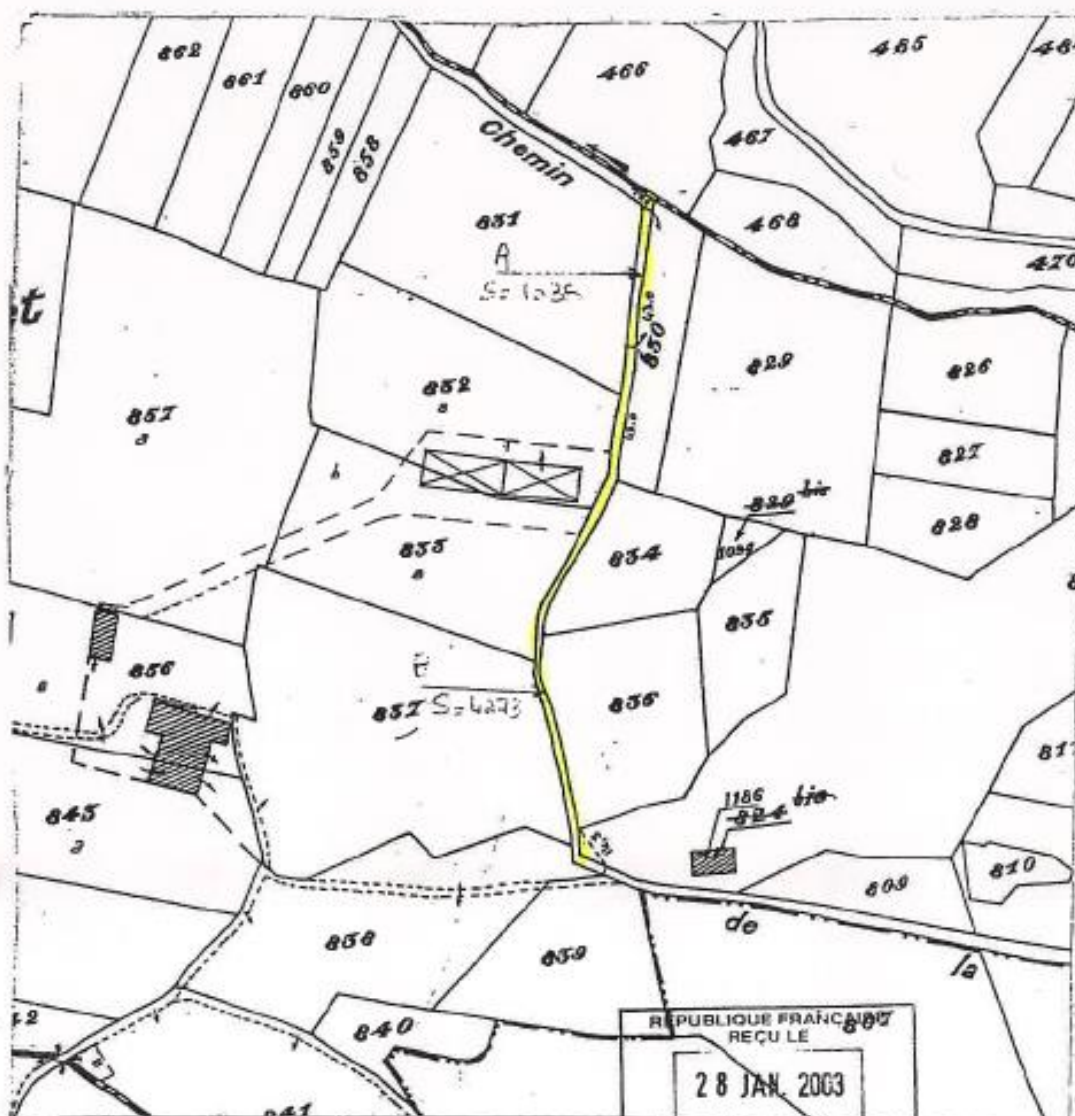
COMMUNE
St-Félix-de-Rieutord
Action... B...
... 3. Feuille
Echelle: 1:20.000



6462 T

anc. Mod. 30 Cad
(Sept. 1970)

N° d'ordre du document d'arpentage	
Tableau d'assemblage	à modifier (1) sans charge (1)



REPUBLIQUE FRANÇAISE
REÇU LE
28 JAN. 2003
SOUS-PRÉFECTURE DE PAMIEUX

Le plan du plan minute établi
par le Bureau du Cadastre⁽¹⁾,
par la personne agréée dans
les bureaux du Cadastre⁽²⁾,
d'ordre au registre de consi-
tation des droits:
Vient du Service d'origine:

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 oct. 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés⁽³⁾, a été établi
A - d'après les indications qu'ils ont fournies au bureau⁽⁴⁾,
B - en conformité d'un piquetage effectué sur le terrain⁽⁵⁾,
C - d'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie est jointe, dressé le
par M. ... géomètre à ...

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de
le chemise 6463.

Document d'arpentage dressé
par M. LEFEVRE, Bénéf.
Geomètre expert, 28, Allée
Lorraine, ...
à 03 100 ... PAMIEUX
Date: 07/05/01
Signatures:
14



(1) Réviser les mentions inscrites. La formule A n'est applicable qu'au plan minute (plan levé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir
effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre-expert, inspecteur, ingénieur, architecte, etc.).
(3) Préciser le nom et la qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (propriétaire, avocat, représentant qualifié de l'autorité administrative, etc.).

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Monsieur le Maire de Saint Félix de Rieutort souhaite classer dans la voirie Communale, le chemin privé menant au champ de tir.

L'armée ayant un droit de passage sur ce chemin privé, souhaiterait l'entretenir ; Ce chemin doit pour cela être classé dans la voirie Communale (voir proposition de convention avec l'armée).

Monsieur le Maire saisit donc l'opportunité de régulariser la situation d'un chemin régulièrement emprunté par des habitants de la Commune, à moindre coût et dans l'intérêt général.

Le principe de l'échange des terrains de Mr Andrieux (constituant le chemin privé) avec le chemin de la Fajo appartenant à la Commune ne reçoit pas l'approbation de Mr Costes.

En réponse aux remarques de celui-ci (consignées dans la feuille n°7) :

-il apparaît que la parcelle 830 ne serait pas enclavée par le découpage projeté (accès par le chemin de la Fajo) le long du ruisseau. Les parcelles n° 825-826-827-828- 1094-858- appartiennent également à M COSTES. La parcelle n°858 est desservie par la partie du chemin non-cédée par la commune ; les autres parcelles ne seront pas plus enclavées qu'avant puisque leur accès s'effectue par la parcelle 830, elle-même non enclavée.

Lors de l'enquête publique, Mr Costes a finalement proposé un découpage du chemin communal avec partage longitudinal du chemin par moitié à Mr Andrieux et à lui-même pour l'autre moitié (voir croquis).

Mr Costes demande également le recalibrage sommaire de la portion du chemin longeant le ruisseau (en vert sur le plan) afin de faciliter l'accès à la parcelle 830 avec matériel agricole actuel.

L'acceptation par la Commune de Saint Félix de Rieutort des propositions de Mr Costes et du nouveau partage longitudinal concernant les parcelles 831 et 832 de Mr Andrieux fera l'objet d'une décision du conseil municipal. Sur le principe du classement, le projet paraît envisageable par le conseil municipal de Saint Félix de Rieutort.

Le 18 Décembre 2002, D.LEMITRE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Nombre de membres

En exercice : 11

Présents : 5

Procurations : 2

Vote Pour : 7

Vote Contre : 0

Abstentions : 0

Date de Convocation :
01/02/2001

De la Commune de SAINT FELIX DE RIEUTORT

SEANCE DU 7 FEVRIER 2001

L'An Deux Mille Un
et le sept Février à 21 heures

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Mr Serge GAY (Maire).

Présents :

Mrs BABY Eric - - MASSAT Patrick - COSTA José - DERRAMOND Christian -

Procuration de Mr ANDRIEUX Guy à Mr DERRAMOND C.

Procuration de Mme TANIÈRE Agnès à Mr BABY Eric.

Absents : - Mmes BENOIT Danielle - DUPUY Michèle - TANIÈRE Agnès -
Mrs ANDRIEUX Guy - VUITON J-Jacques - MAZURIE Louis.

BABY Eric a été nommé Secrétaire de séance.

Objet: Cession d'une servitude de passage à la commune par les Consorts ANDRIEUX.

Monsieur le Maire présente au conseil municipal les lettres de Mr ANDRIEUX Sébastien et ANDRIEUX Raymond qui souhaiteraient céder gratuitement à la commune la servitude de passage du chemin reliant le CD410 au champ de tir.

Après délibération,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- accepte d'acquérir ce chemin qui relie le CD410 au champ de tir pour le franc symbolique et son inscription dans la voirie communale.
- sollicite le Cabinet LEFEVRE domicilié 6 place du Marché au bois à PAMIERs pour la réalisation d'une esquisse.
- demande l'intervention des Services de l'Équipement Subdivision de Pamiers pour instruire le dossier et réaliser l'enquête publique.
- donne mandat à Mr le Maire pour signer toutes pièces afférentes à ce dossier et signer l'acte d'acquisition devant Notaire.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

RP
Bordeaux, le 22 JAN. 2001
N° 000099 RTSO/EM/BSI/D
Ch.

— région terre sud-ouest
ÉTATMAJOR
BUREAU STATIONNEMENT
INFRASTRUCTURE

Le Général de corps d'armée Claude BÉNITO
commandant la Région terre Sud-Ouest

à

Monsieur le maire
09120 SAINT FELIX DE RIEUTORT

— CASERNE KANTRAILLES
112, BOULEVARD LÉCLERC
B.P. 23
33000 BORDEAUX ARRIVÉE

OBJET : St Félix de Rieutort (09)
Enquête publique concernant le chemin reliant la RD 410 au
champ de tir

Dossier suivi par :
Mme PATANCION

Référence : V/Lettre du 21 décembre 2000

N° de tel : 05.57.85.21.42

P. Jointe : modèle de convention

N° de fax : 05.57.85.29.59

Aux termes de la lettre citée en référence, adressée au DMD de l'Ariège, vous envisagez de procéder à une enquête publique pour intégrer le chemin qui relie le RD 410 au champ de tir dans la voirie communale, et vous l'interrogez sur une prise en charge possible d'une partie des frais d'entretien.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'après acquisition par la commune, il sera possible à la Défense de participer à l'entretien du chemin dans le cadre d'une convention dont vous trouverez un modèle ci-joint.

Cette participation est basée sur l'intensité du trafic militaire et civil et, s'il est connu, sur le montant des dépenses annuelles d'entretien courant de la voirie au cours des deux ou trois années précédant celles de l'établissement de la convention.

Je vous saurais gré de prendre contact, le moment venu, avec le directeur de l'établissement du génie de Montauban (1) chargé d'instruire ce genre de convention.



Par Ordre
Le Général BOURREAU
Commandant en Chef SOUTIEN